

ÉDITORIAL

FAIRE LE POINT

On dit que la France manque d'un grand dessein capable de rallier le pays. Peut-être en a-t-elle de plus petits, de plus modestes ? Nous songeons à la lecture. À écouter nos responsables politiques de droite ou de gauche, en voilà un qu'on ne peut nier, même s'il n'est pas de ceux capables de transformer tous les citoyens en soldats de l'An II. La nécessité de lutter contre l'exclusion sociale, d'éradiquer l'illettrisme, d'atteindre le taux de 80% de bacheliers en l'an 2000 et de préparer le monde du travail aux changements technologiques ne fait-elle pas l'unanimité ? Ceux qui ont pour rôle d'alerter l'opinion n'ont cessé d'en signaler l'urgence et la priorité. Ceux qui ont pouvoir de décider disent y attacher la plus grande importance. À tel point que ces défis politique, scolaire, culturel et économique prennent l'allure d'une véritable cause nationale. Est-elle susceptible de mobiliser beaucoup de monde en cette période qu'on dit de repliement et de compétition ? N'est-elle - pour reprendre l'expression d'un de nos spécialistes en la matière - qu'une simple "émotion des classes moyennes" ? Nos édiles sont-ils vraiment convaincus ou s'agit-il seulement d'un "thème porteur", d'un bon créneau électoral ? Autrement dit, convient-il d'être optimiste ?

Il faudrait, pour en juger, pouvoir sonder les reins et les cœurs en utilisant toutes les ressources du sociologue. D'autant plus qu'il ne manque pas d'exemples de souhaits collectifs et de pratiques individuelles contradictoires ou d'attentismes qui trouvent leur alibi dans l'énumération de "yaqua". La lecture a trop longtemps été du seul ressort de l'école pour qu'on puisse aisément convaincre qu'elle est devenue "l'affaire de tous". La tradition jacobine et centralisatrice continue de tout faire attendre d'un état anonyme et omnipotent.

Aussi nous garderons-nous de trancher dans une matière aussi complexe. Tout au plus, à travers l'expérience que nous en avons, pouvons-nous faire état de quelques impressions en nous limitant à un point particulier mais bien propre à révéler la cohérence entre le discours et les actes des responsables de la chose publique ainsi que le degré d'engagement du corps social dans son ensemble : nous voulons parler de la mise en œuvre de politiques communales en faveur de la lecture. Non pas que les institutions spécialisées (le système éducatif, le secteur de la lecture publique ou de la formation d'adultes...) ne puissent être de bons indicateurs. Leurs orientations dépendent de directives et de choix budgétaires qui sont autant de signes de l'importance véritable accordée nationalement à la lecture. On sait aussi la part de l'investissement personnel et de l'engagement des professionnels qui œuvrent au sein de ces organismes. C'est pourtant à l'échelon de la commune qu'on peut mesurer la volonté de chacun et de tous dans cette affaire et comment elle se traduit concrètement car, en exceptant les mégapoles, c'est le lieu le plus immédiat de l'exercice de la démocratie, de l'expression et de la satisfaction des besoins, le plus propice à l'engagement social, celui où mandats et mandatés sont les plus proches.

À relire le "dossier" de notre numéro de mars intitulé "*Que sont les villes-Lecture devenues ?*" qui tentait de faire le point sur ce qu'il était advenu de notre proposition d'instaurer des politiques de lecture communales, on sent du désappointement, un ton désabusé. Depuis mars, un certain nombre de projets ont vu le jour, des décisions ici et là ont été prises qui, au total peuvent faire douter de la justesse de notre analyse d'alors. Peut-être avons-nous oublié un peu vite que l'innovation sociale ne se décrète pas, qu'elle demande du temps et... beaucoup d'argent. Pouvons-nous tenir pour négligeables l'ouverture de centres de classes-lecture ? Le

plan lecture de la ville de Paris ? Le **Plan d'Aide à la Lecture** des Hauts-de-Seine ? Ce qui se fait dans de nombreuses communes de la banlieue parisienne, à Aurillac, à Brioude, ailleurs ? Le travail de réflexion entrepris par les Régions ? Les futures Assises Régionales sur "La ville et la lecture" ? En fait, "ça bouge" !

Quelques constats pourtant, propres à tempérer l'enthousiasme.

- Le premier est que les communes - à l'instar des instances nationales - s'engagent souvent dans la lutte contre l'illettrisme par le biais des structures préexistantes. À consacrer tous les efforts au renforcement des lieux d'apprentissage initial et de formation continue, ou à faire de l'intensification et de la diversification de l'offre de livres, par le biais des bibliothèques, les éléments premiers de l'action, on risque d'aller au-devant de déconvenues pour des raisons maintes fois évoquées et qu'il est inutile de rappeler.
- Le deuxième - mais peut-être est-il une explication du premier - est qu'on ne perçoit guère dans ce qui se fait, le souci de modifier les règles du pouvoir, de la responsabilité, de l'initiative. Un lecteur, répétons-le, est avant tout un individu désireux et conscient de partager les préoccupations d'une communauté et c'est sans doute sur les moyens d'augmenter l'implication de chacun dans la vie collective qu'il faut d'abord porter son attention.

Autrement dit, on cherche encore des traductions satisfaisantes d'idées que pourtant beaucoup parmi ceux qui ont le pouvoir de les mettre en œuvre trouvent intéressantes. Une politique de lecture à l'échelon d'une commune ou d'un quartier suppose qu'on œuvre dans un champ qui englobe l'ensemble de la population dans les lieux où elle vit et agit. Qu'on invente au lieu d'améliorer. Qu'on propose des projets qui font naître la lecture plutôt que de "pédagogiser" avec des projets de lecture. L'augmentation de la lecture se fera dès lors qu'on aura donné des raisons de lire à ceux qui n'en ont pas, dès lors qu'ils auront pu en sentir la fonction et la nécessité. Cela suppose une volonté politique de modifier les règles habituelles du fonctionnement communal, de partager l'information et le pouvoir de décision. Qu'on soit prêt aussi à consacrer le temps et l'énergie nécessaires à la réflexion, à l'information, à la confrontation des expériences pour ne pas reproduire ce qui se fait déjà.

Et on revient à notre première préoccupation. Pour l'instant ce qui se fait pour la lecture dans des communes est fait de manière volontariste par des professionnels, des militants et des élus qui, convaincus de sa nécessité pour une raison ou pour une autre, le décident (dans le meilleur des cas de façon concertée) et le destinent à d'autres. On est souvent loin des conditions d'un partage authentique des usages de l'écrit. Ailleurs... Essayez donc de réunir pour un week-end de travail l'ensemble d'un Conseil Municipal ? De convaincre un adjoint aux affaires sociales que la lecture de ses concitoyens le concerne autant que ses homologues chargés des affaires scolaires ou culturelles... Et quoi de plus normal ? Y a-t-il un maire qui se sente obligé, sous la pression de ses "administrés", d'engager sa commune dans une action de cet ordre ? Qui sente qu'il aura à en rendre compte à la prochaine échéance électorale ?

Le séminaire organisé par l'AFL à Nanterre début septembre sur le thème "Des classes-Lecture aux Villes-Lecture" a été l'occasion d'une relecture des propositions contenues dans notre projet de Ville-Lecture. La connaissance des effets des classes-lecture dans les quartiers et les communes, des réactions et des attentes des élus et des responsables locaux, a permis de cerner davantage les obstacles à des politiques de lecture qui se différencieraient résolument de l'animation culturelle et des activités périscolaires.

Michel VIOLET